



Distribution: immédiate
Bruxelles, le 2 décembre 2009

Supervision financière - le Parlement européen n'acceptera pas l'affaiblissement des nouvelles autorités de supervision

Les quatre coordinateurs des groupes politiques PPE, S et D, ALDE et Verts considèrent que les négociations au sein du Conseil ECOFIN sur la supervision microéconomique vont dans la mauvaise direction.

Le Parlement, qui est co-législateur dans cette matière, jouera tout son rôle, dans le respect des principes suivants :

- Les citoyens européens attendent des mesures efficaces pour prévenir de nouvelles crises.
- Un marché unique européen appelle une supervision européenne. Les entreprises ont besoin de crédit, de sécurité juridique et d'être placées sur un pied d'égalité.
- Le rapport de Larosière qui est la base de la proposition de la Commission européenne propose un Conseil européen du risque systémique chargé, en liaison avec la Banque centrale européenne, d'assurer la supervision macroéconomique. En matière microéconomique, il prévoit de doter les autorités indépendantes de pouvoirs contraignants et proportionnés.
- Ce rapport était déjà le résultat d'un compromis; le lien entre la surveillance macro-économique et micro-économique doit être préservé au sein d'un cadre européen qui soit le plus cohérent possible.

Jean-Paul Gauzès, coordinateur PPE
Udo Bullmann, coordinateur S&D
Sylvie Goulard, coordinateur ALDE
Sven Giegold, coordinateur Verts

Pour de plus amples informations, veuillez contacter:
Neil Corlett: + 32-2-284 20 77 ou + 32-478-78 22 84
Courriel: neil.corlett@europarl.europa.eu

Veuillez consulter également: <http://www.adle.eu>